



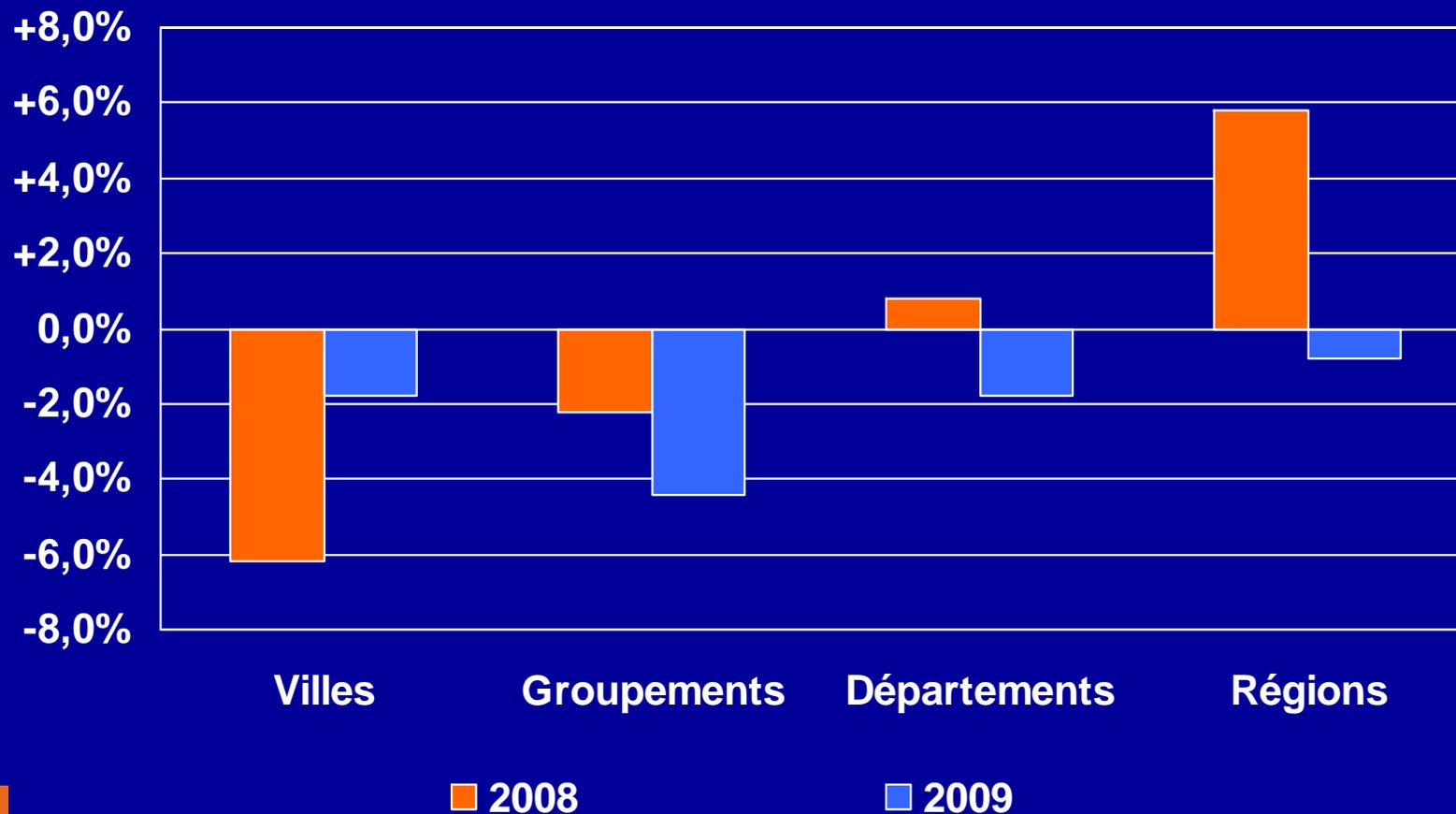
## **Les Rendez-vous SFL**

**Budgets 2009 des collectivités locales :  
Budgets de crise ou crise des budgets ?**

***Mercredi 4 mars 2009***

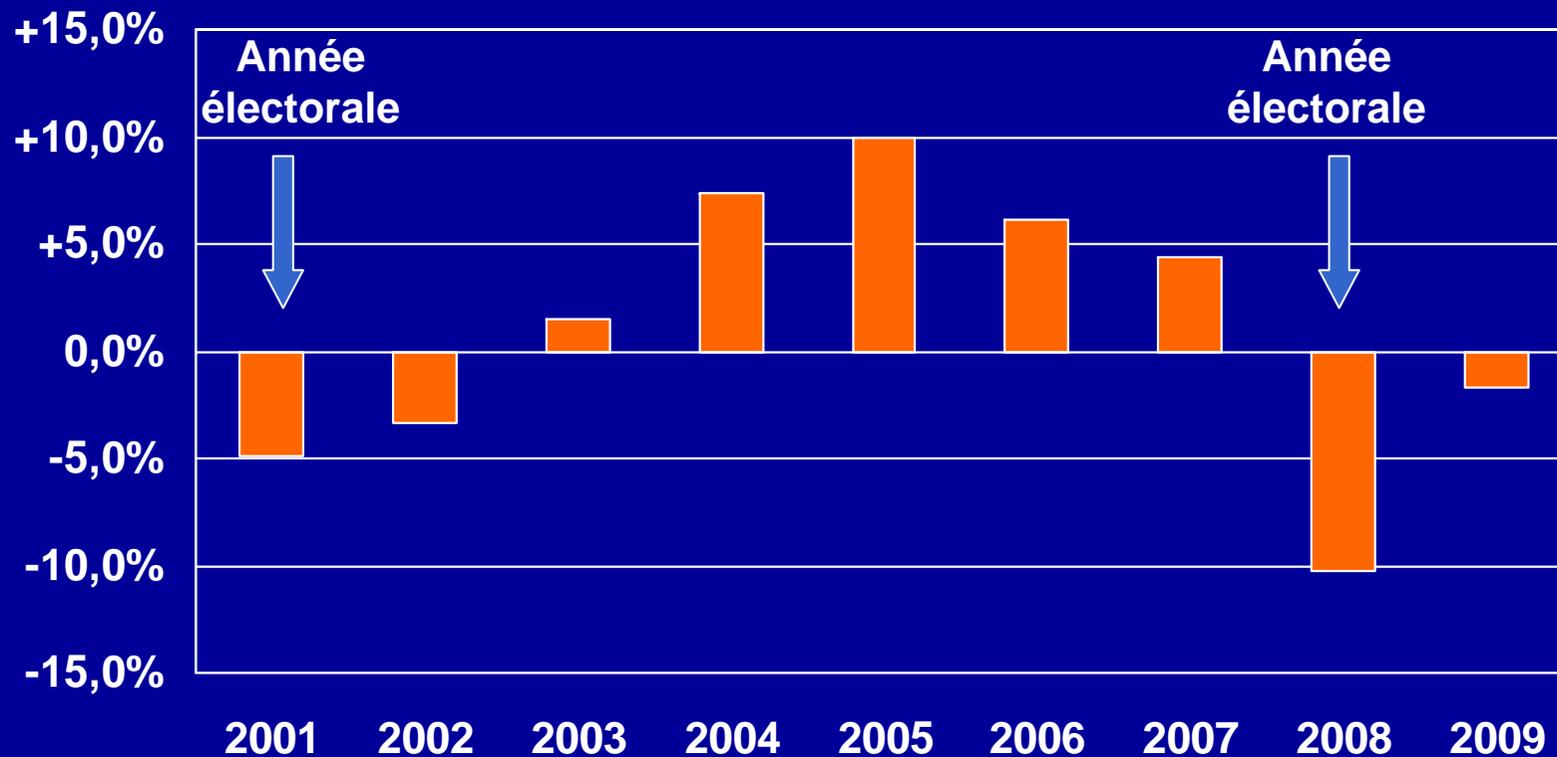
# Dépenses d'investissement

## Evolution des dépenses d'investissement hors dette



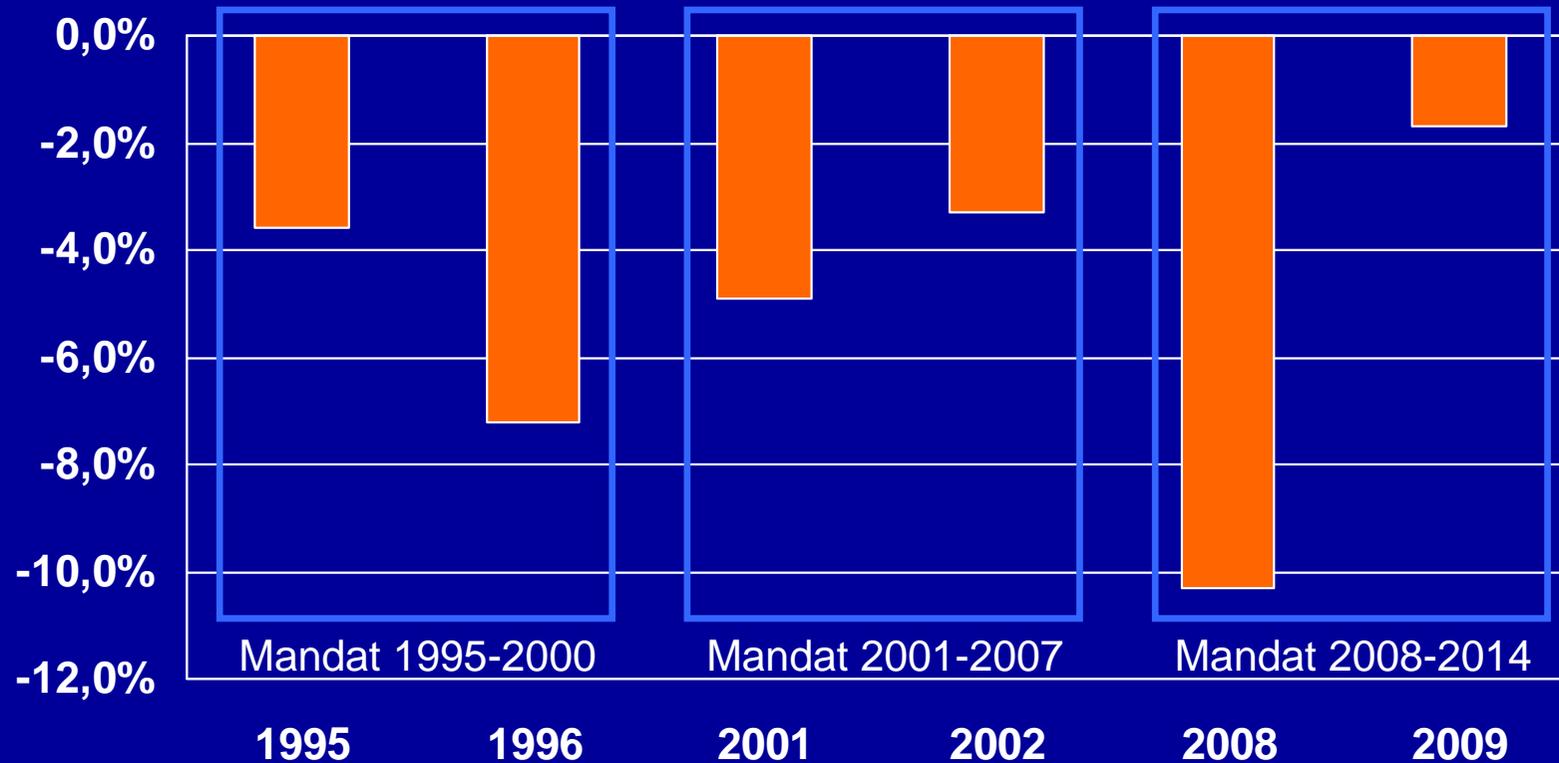
# Dépenses d'investissement

## Evolution des dépenses d'équipement brut des villes



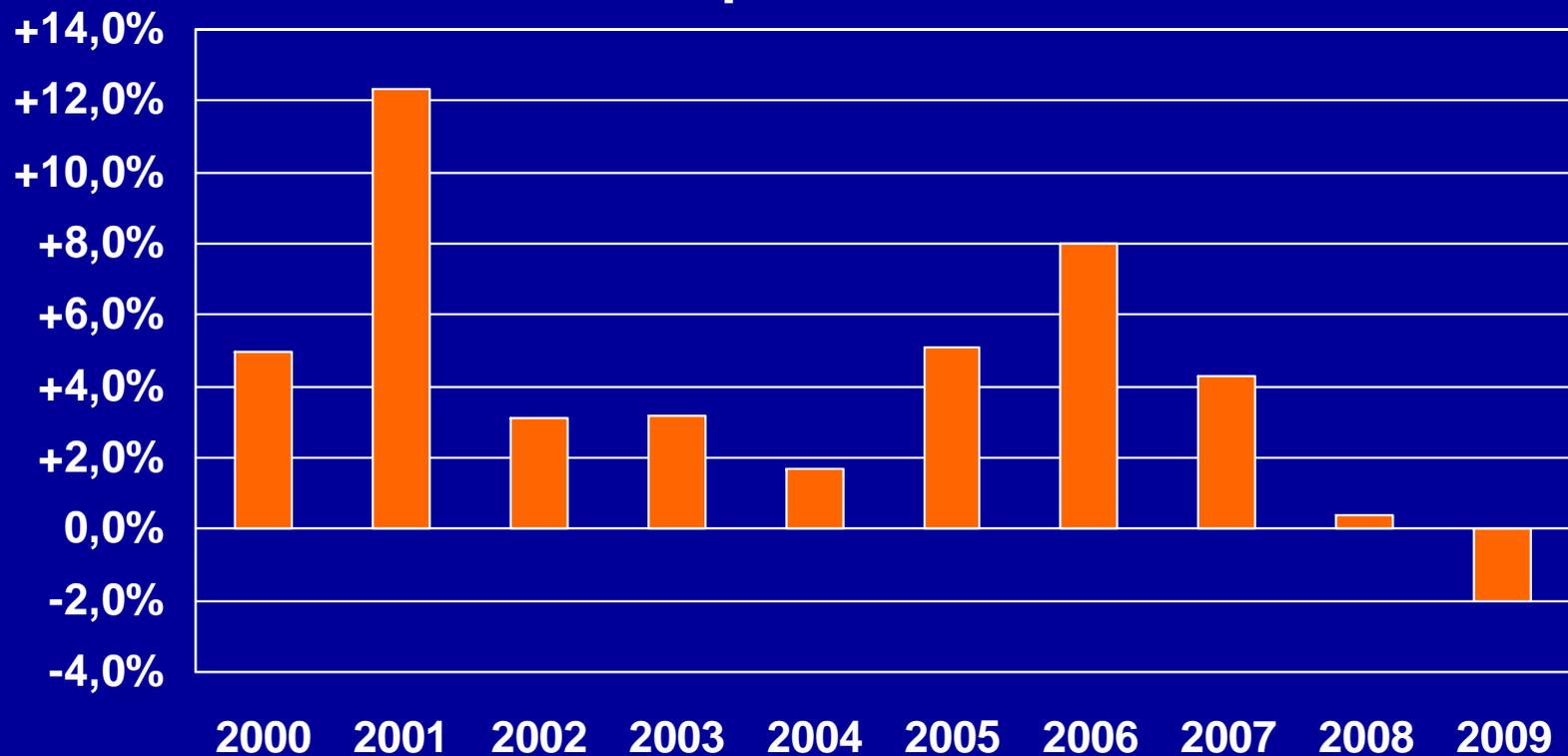
# Dépenses d'investissement

## Evolution des dépenses d'équipement brut des villes



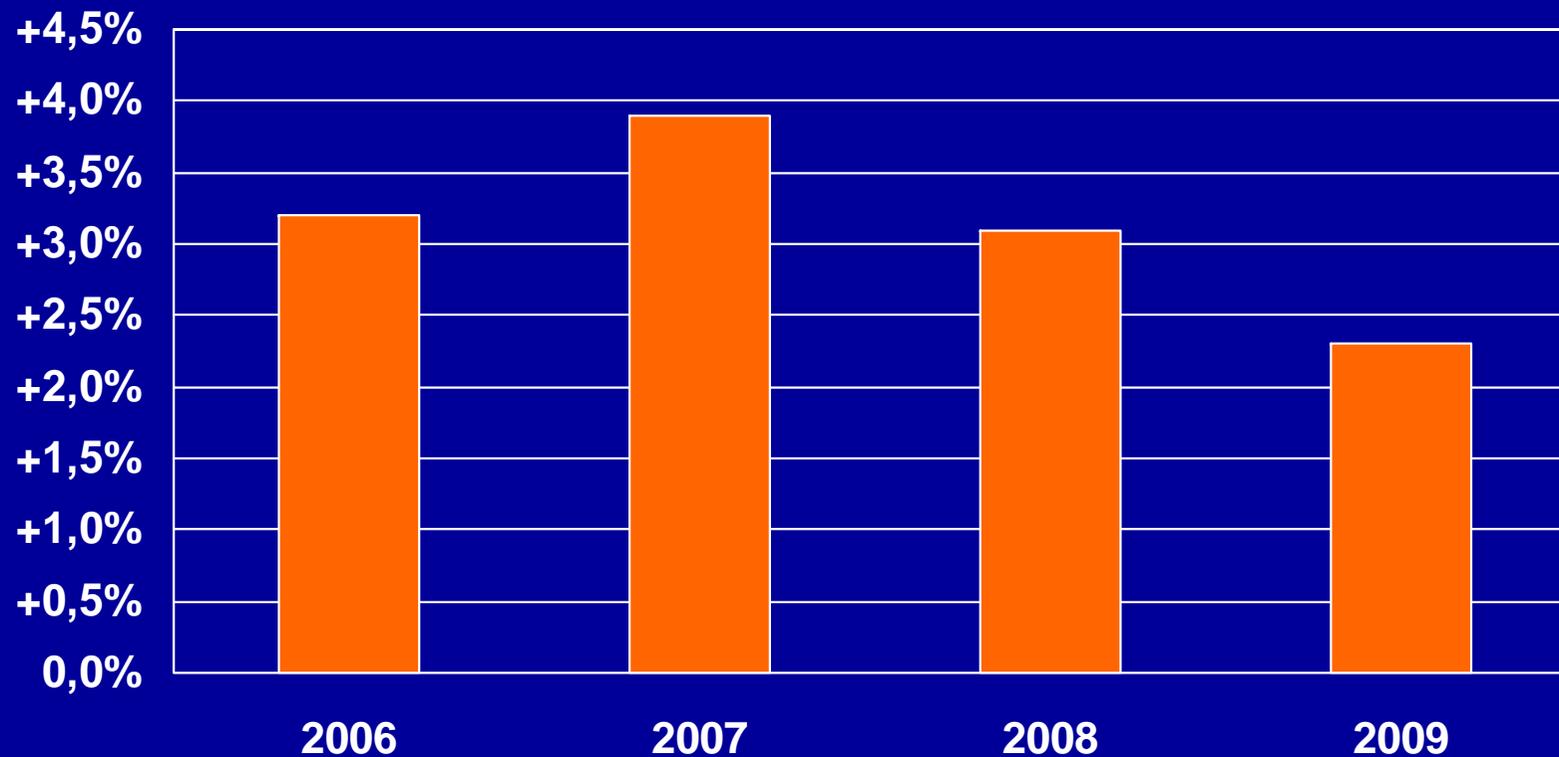
# Dépenses d'investissement

## Evolution des dépenses d'équipement brut des départements



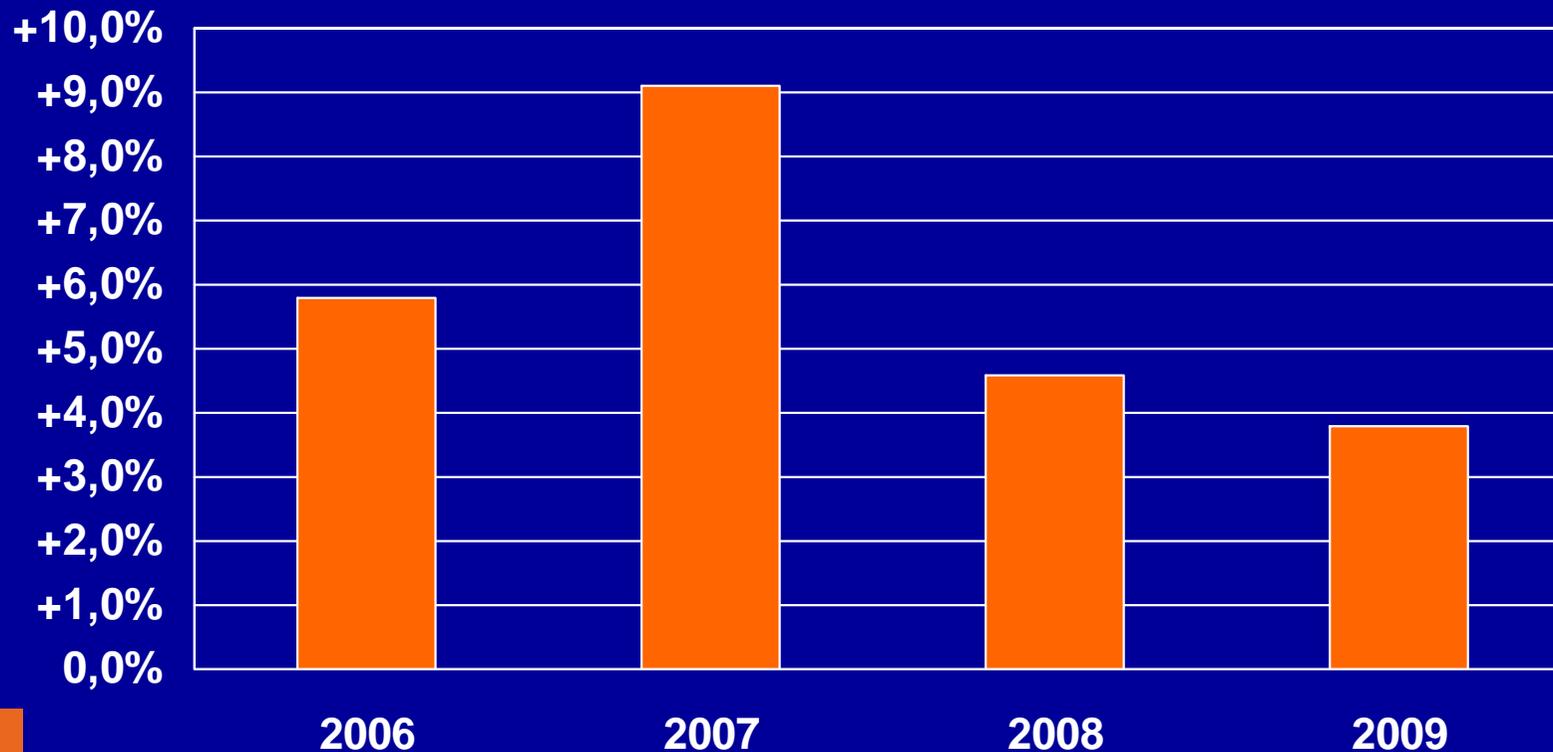
# Dépenses de fonctionnement

## Evolution des dépenses de fonctionnement des villes



## Dépenses de fonctionnement

### Evolution des dépenses de fonctionnement des groupements hors reversement de fiscalité



# Dépenses de fonctionnement

## Transferts de compétences aux régions

Estimation des dépenses (en milliers d'euros)	2005	2006	2007	2008	2009
Développement économique et formation professionnelle		29 682	454 018	58 229	40 199
Action sociale et médico-sociale	155 013				
Equipements aéroportuaires et STIF		391 507			
Santé	295 910	215 683	92 551		21 797
Enseignement			113 962		
Patrimoine	2 078				
Personnels (TOS, culture, agriculture)		74 493	658 969	544 870	153 922
<b>TOTAL</b>	<b>453 091</b>	<b>711 365</b>	<b>1 319 499</b>	<b>603 099</b>	<b>215 918</b>
<b>TOTAL cumulé</b>		<b>1 164 455</b>	<b>2 483 955</b>	<b>3 087 053</b>	<b>3 302 971</b>

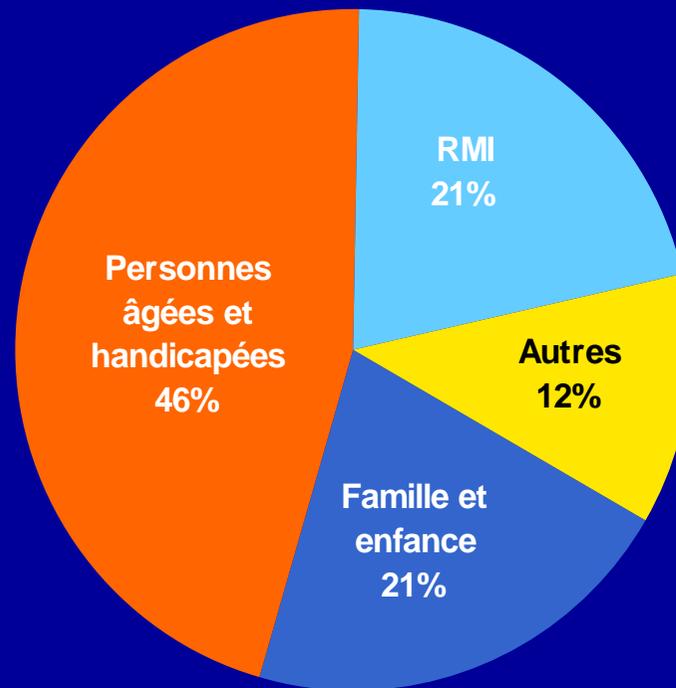
# Dépenses de fonctionnement

## Transferts de compétences aux départements

Estimation des dépenses (en milliers d'euros)	2005	2006	2007	2008	2009
Action sociale et médico-sociale	123 326		20 918		
Voirie et STIF		42 403	182 858	5 943	2 896
Enseignement	5 648		134 309		
Patrimoine	6 068				
Personnels (TOS, culture, agriculture)		66 489	699 029	1 059 627	258 868
<b>TOTAL</b>	<b>134 042</b>	<b>108 892</b>	<b>1 037 113</b>	<b>1 065 570</b>	<b>261 764</b>
<b>TOTAL cumulé</b>		<b>242 934</b>	<b>1 280 048</b>	<b>2 345 617</b>	<b>2 607 381</b>

# Dépenses de fonctionnement

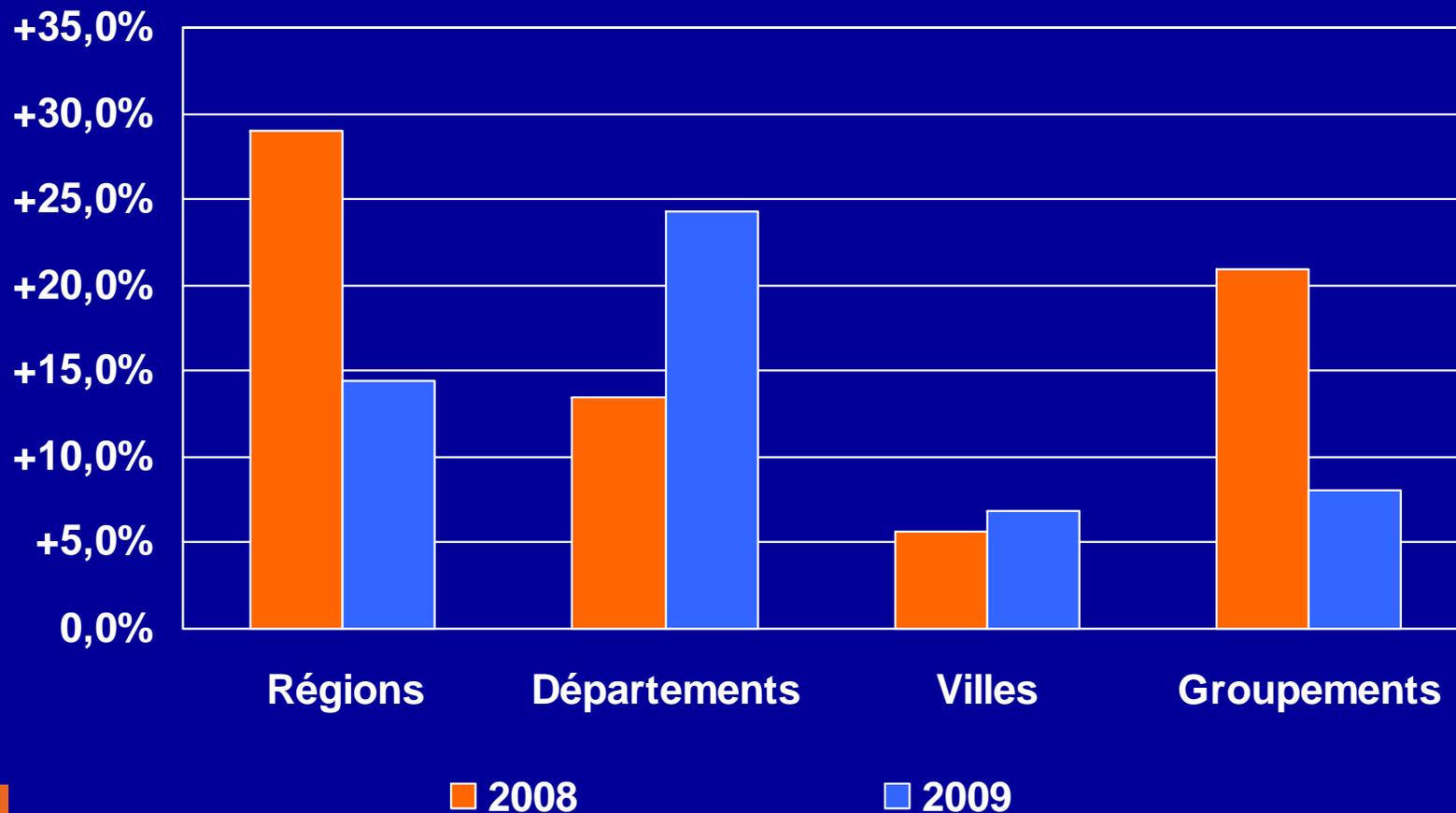
## Les dépenses d'aide sociale des départements en 2009





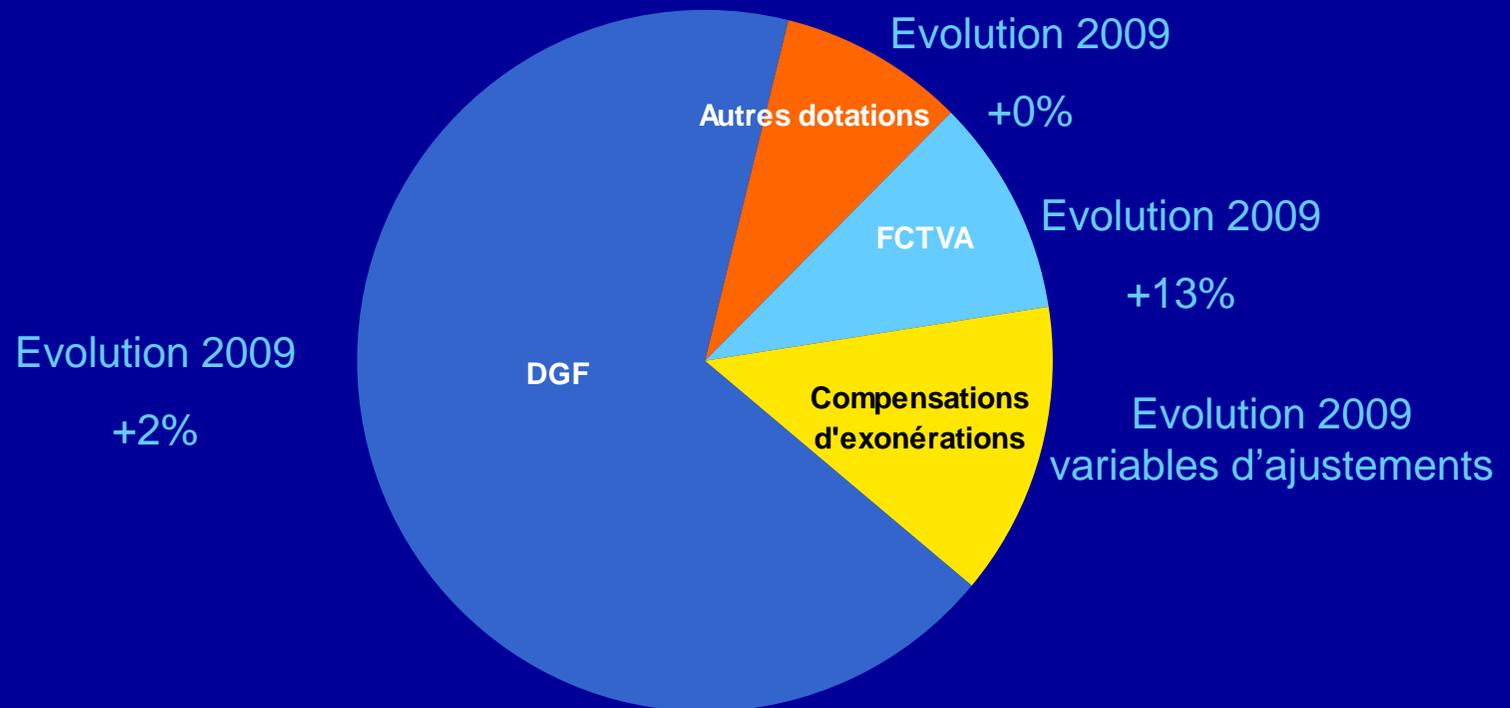
# Dépenses de fonctionnement

## Evolution des charges financières



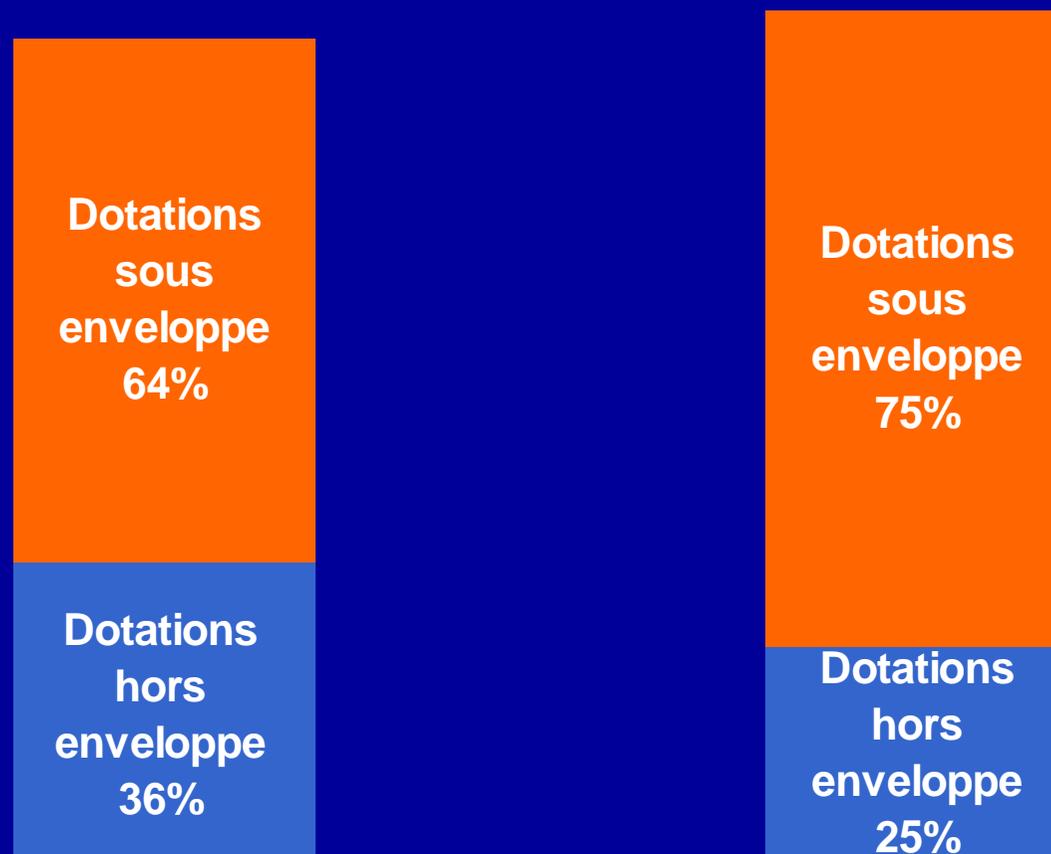
# Recettes de fonctionnement

L'enveloppe normée → Evolution 2009 +1,5%



# Recettes de fonctionnement

Evolution de l'enveloppe normée



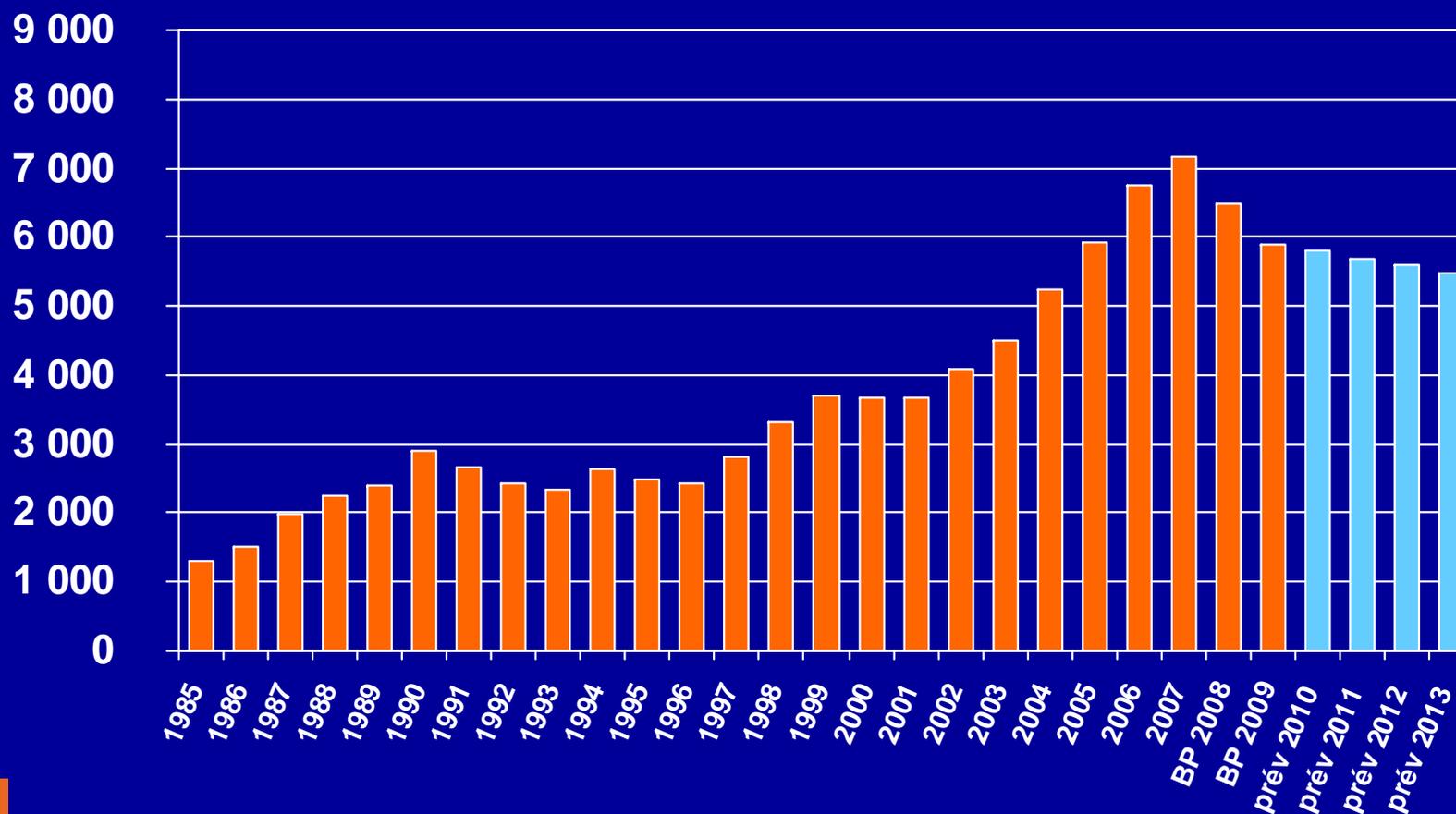
2008

2009

# Recettes de fonctionnement

## Montants des droits de mutation des départements

En millions d'euros



# Recettes de fonctionnement

## Perte cumulé de produit de droits de mutation par rapport à 2007

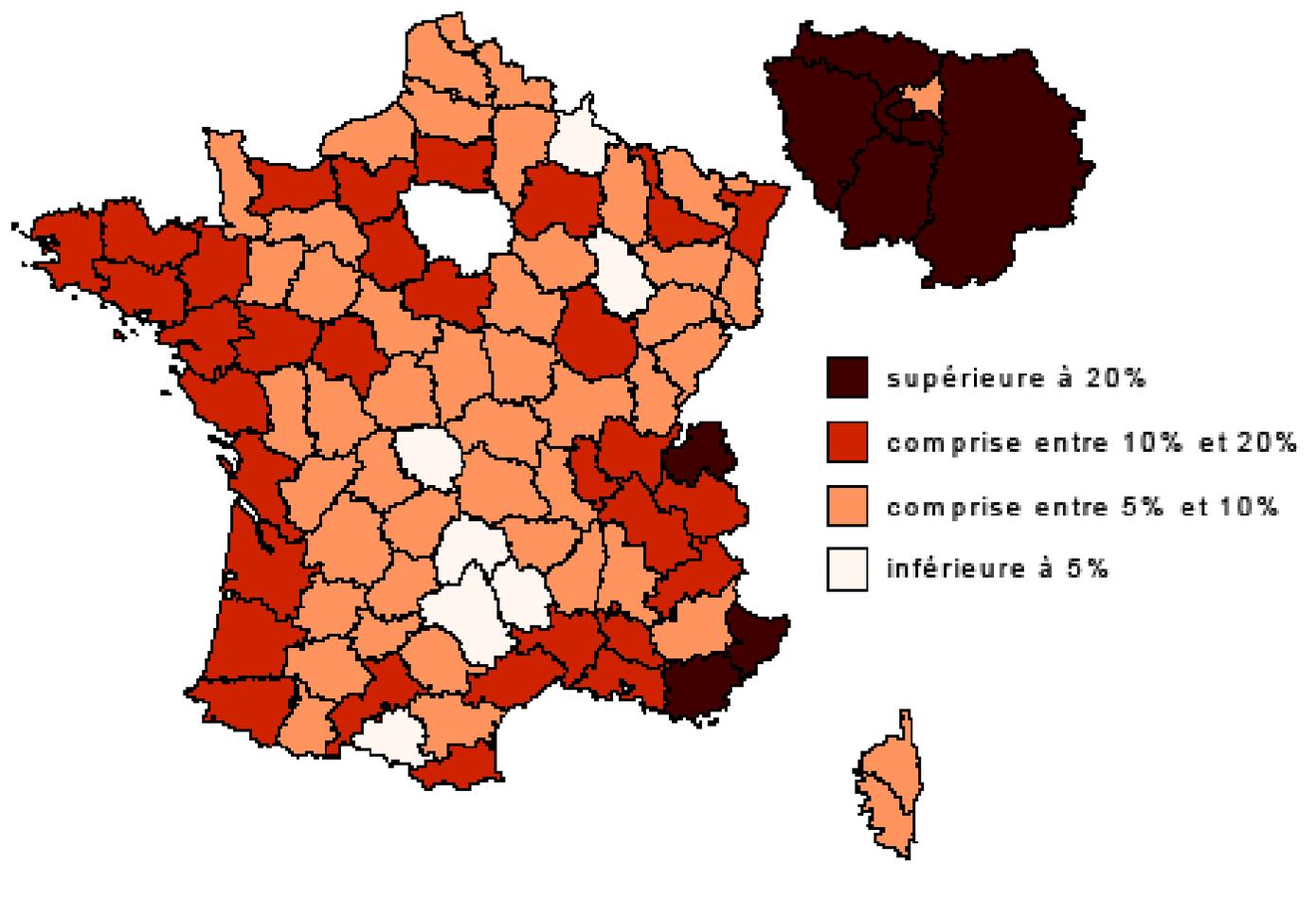
<i>en millions d'euros</i>		Durée de la baisse du produit des droits de mutation			
		3 ans (2008-2010)	4 ans (2008-2011)	5 ans (2008-2012)	6 ans (2008-2013)
Evolution annuelle du produit des droits de mutation à partir de 2010	-1,80%	3 298	4 768	6 340	8 013
	-3,00%	3 369	4 977	6 751	8 687
	-5,00%	3 487	5 321	7 421	9 774
	-10,00%	3 781	6 161	9 018	12 305

## Gain cumulé de produit de la fiscalité directe à taux constants par rapport à 2007

Evolution annuelle des bases d'imposition	2,00%	2 301	3 860	5 830	8 217
	3,00%	3 474	5 849	8 862	12 534
	4,00%	4 663	7 877	11 976	16 996

# Recettes de fonctionnement

## Sensibilité des recettes aux droits de mutation

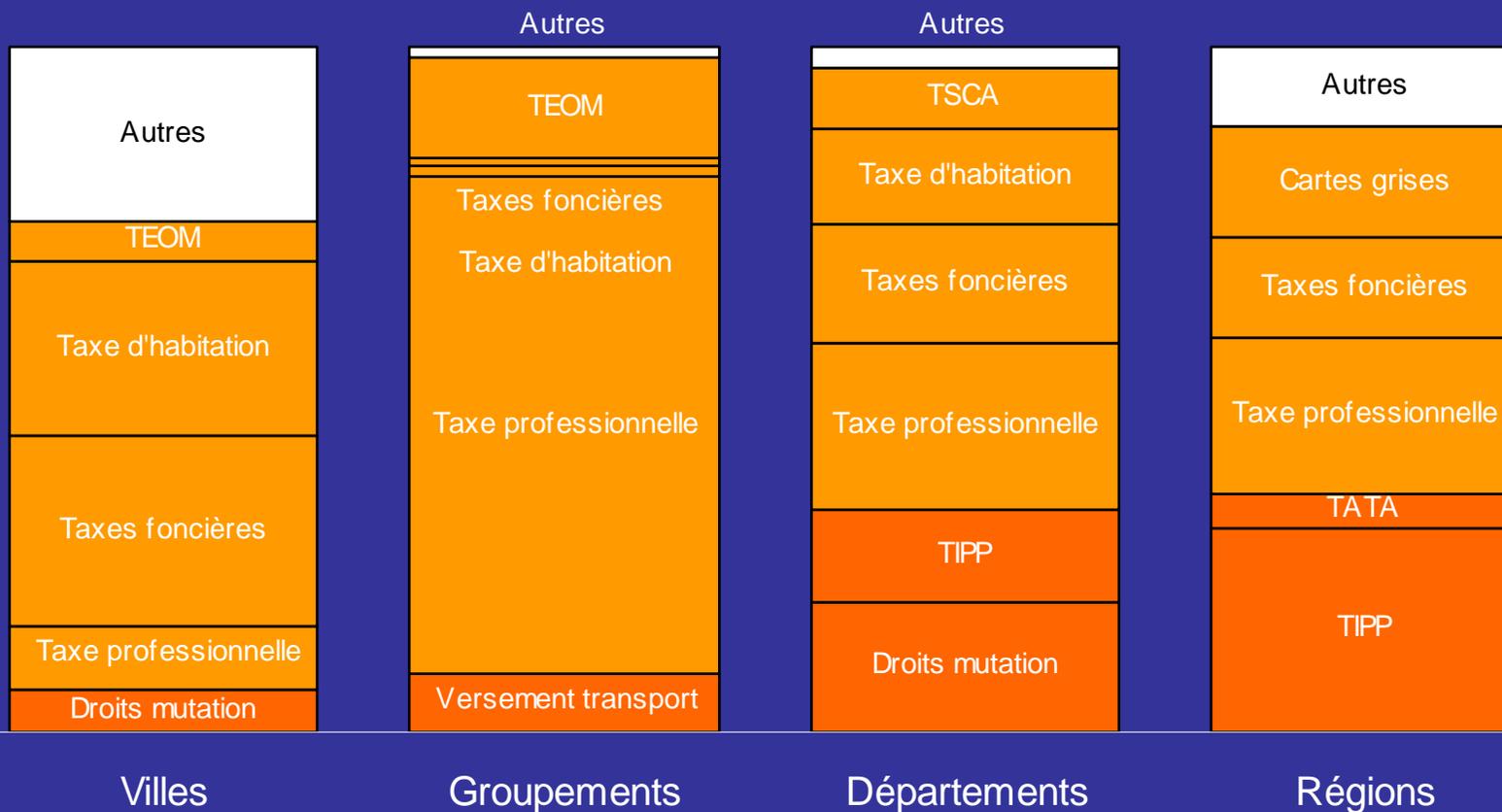


# Recettes de fonctionnement

L'impôt	L'assiette d'imposition	Risque de baisse	Risque de ralentissement	Pourquoi
<b>Taxe professionnelle</b>	L'impôt est fonction de la valeur locative des immobilisations corporelles et d'une fraction des recettes dont disposent les entreprises situées sur le territoire.	<b>NON</b>	<b>OUI</b>	La conjoncture économique est telle que de nombreuses entreprises pourraient fermer. Les petites communes et les groupements à taxe professionnelle unique seraient les plus touchés.
<b>Taxes foncières</b>	L'impôt est fonction de la valeur locative cadastrale des immeubles et des terrains.	<b>NON</b>	<b>OUI</b>	La conjoncture immobilière défavorable restreint la construction de logements neufs.
<b>Taxe d'habitation</b>	L'impôt est assis sur la valeur locative cadastrale des logements.	<b>NON</b>	<b>OUI</b>	La conjoncture immobilière défavorable restreint la construction de logements neufs.
<b>Taxe intérieure sur les produits pétroliers</b>	L'impôt est fonction de la consommation de carburants (sans-plomb et gazole) nationale ou régionale selon la collectivité.	<b>OUI</b>	-	Le développement des voitures peu consommatrices en carburant risque de rendre cette taxe moins dynamique.
<b>Taxe additionnelle aux droits de mutation</b>	L'impôt est fonction du volume des transactions et des prix des biens immobiliers cédés.	<b>OUI</b>	-	La conjoncture immobilière est assez mauvaise. Le durcissement des conditions d'obtention des emprunts rend l'achat de biens immobiliers difficile d'où une baisse attendue du produit de cet impôt.
<b>Taxe sur les conventions d'assurance</b>	L'impôt est fonction des contrats d'assurance relatifs aux véhicules terrestres à moteurs, à la navigation et aux incendies.	<b>NON</b>	<b>OUI</b>	Les ventes d'automobiles baissent fortement d'où un risque pour cette ressource.
<b>Taxe sur les cartes grises</b>	L'impôt est fonction des cartes grises délivrées pour les véhicules de la région.	<b>OUI</b>	-	Les ventes d'automobiles baissent fortement d'où un risque pour cette ressource.
<b>Taxe d'enlèvement des ordures ménagères</b>	L'impôt est fonction de la valeur locative cadastrale des locaux situés sur la commune et assujettis à la taxe. Il n'existe pas de lien avec le service rendu à l'usager.	<b>NON</b>	<b>OUI</b>	La conjoncture immobilière défavorable restreint la construction de logements neufs.
<b>Taxe additionnelle à la taxe d'apprentissage</b>	L'impôt est fonction de la masse salariale brute de l'ensemble des entreprises (au moins un salarié) sur le territoire.	<b>OUI</b>	-	La conjoncture pourrait faire diminuer la masse salariale (ex : 1993).
<b>Versement transport</b>	L'impôt est fonction de la masse salariale de l'ensemble des entreprises (plus de 9 salariés) sur le territoire.	<b>OUI</b>	-	Le risque existerait pour des petites communes (1 ou 2 entreprises sur leurs territoires) mais pas forcément pour les autres types de collectivités.

# Recettes de fonctionnement

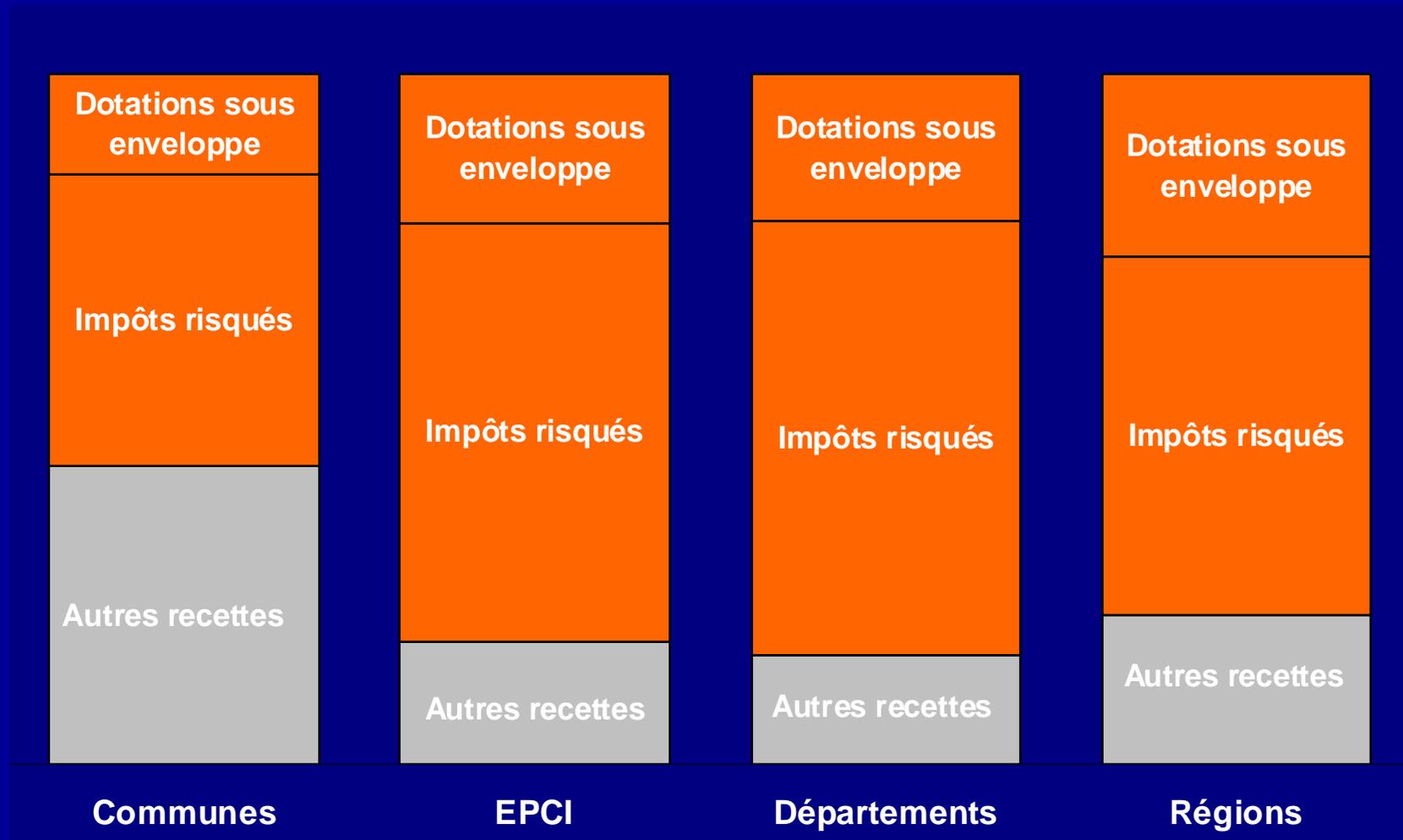
## Répartition des impôts et taxes



■ Risque de ralentissement

■ Risque de baisse

# Recettes de fonctionnement

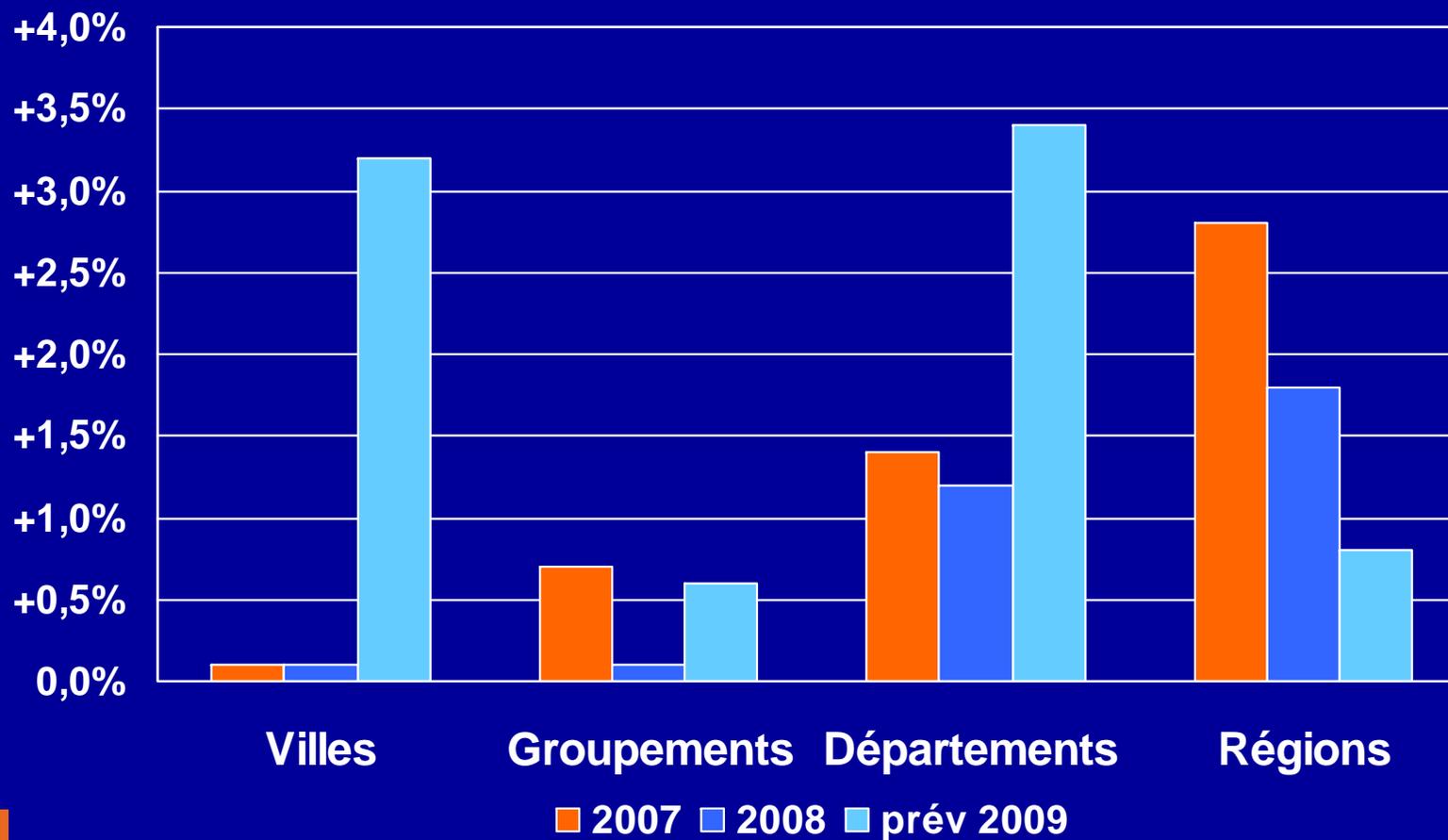


■ Recettes contraintes

■ Recettes non contraintes

# Recettes de fonctionnement

## Evolution des taux d'imposition





## « Budgets 2009 des collectivités locales : Budgets de crise ou crise des budgets ? »

### Vos contacts :

**Melle Delphine MOREL** au 06.71.54.81.63  
[delphine.morel@forumgestionvilles.com](mailto:delphine.morel@forumgestionvilles.com)

**Melle Aurélie-Anne LEMAITRE** au 01.42.56.39.70  
[aalemaitre@forumgestionvilles.com](mailto:aalemaitre@forumgestionvilles.com)